

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

N°219 bis, été 2024

France - Afrique : une relance nécessaire devenue urgente !

Emmanuel Dupuy

Auditeur de la 45^{ème} SN du Chear, président de l'Institut Prospective et sécurité en Europe (IPSE), enseignant en géopolitique (Université Catholique de Lille, Institut Supérieur de Gestion - ISG, EDC Paris Business School)

L'élection, incontestable et incontestée, le 24 mars dernier, à la présidence du Sénégal de Bassirou Diomaye Faye, devrait ouvrir une nouvelle ère de la relation entre la France et le continent africain. Le panafricanisme incarné par la nouvelle majorité présidentielle, menée par le Parti des *Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité* (PASTEF) et son leader, Ousmane Sonko, compagnon de lutte et de prison du nouveau président et désormais Premier ministre sénégalais, devrait ainsi être l'occasion idoine d'une revue de détail d'une relation autant exceptionnelle qu'exigeante entre la France et ses vingt anciennes colonies et protectorats africains.

Cette nouvelle donne stratégique, confirme plusieurs réalités qui s'imposent, avec force, tant aux Africains qu'aux Européens.

La principale est l'évidente fatigue des communautés économiques régionales, en premier lieu desquelles la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) incapable d'anticiper les mouvements sociaux tectoniques qui ont fait vaciller quatre de ses quinze membres (Guinée, Mali, Burkina-Faso et Niger) ces quatre dernières années.

La pusillanimité de la CEDEAO à « ramener » la démocratie au Niger, dans la foulée du coup d'état du 26 juillet dernier conforte l'idée d'un enkystement mortifère des chefs d'État qui, en dénaturant le Traité de Lagos de mai 1975, ont largement contribué à démonétiser l'institution auprès des peuples des pays qui la composent.

La liste est en effet longue des griefs formulés à l'égard de décisions politiques hasardeuses, aux contours flous et conséquences mal jaugées, exacerbées par des prises de décision administratives aggravantes.

Cependant, la question de la présence militaire se pose avec plus d'acuité. Cette dernière fut forte avec plus ou moins 8 000 militaires, au plus fort de nos OPEX *Serval-Barkhane* au Mali-Sahel (depuis 2013) et *Sangaris* en RCA (2013-2016) et comprend aussi nos bases au Sénégal (Forces Françaises du Sénégal - FFS), en Côte d'Ivoire (Forces françaises en Côte d'Ivoire – FFCI - depuis 2015, dans la continuité de l'opération *Licorne*, depuis 2002), au Gabon (Forces Françaises du Gabon - FFG) et au Tchad, où la France est présente depuis 1963, à hauteur de 1 200 hommes, et dans le souvenir pérenne des 153 militaires français tombés pour assurer l'intégrité territoriale du Tchad face aux coups de boutoir des hégémonismes libyens et soudanais hier, et face aujourd'hui à la menace terroriste tenace, à la frontière entre le Tchad, le Niger, le Nigéria et le Cameroun.

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Plusieurs pistes ambitieuses de rénovation dans la coopération et le partenariat sécuritaire sont en effet sur la table.

La « mutualisation » de nos bases militaires avec nos partenaires traditionnels (américains, allemands, italiens, britanniques, espagnols) et nouvellement impliqués sur le continent africain (hongrois, roumains, tchèques, danois, estoniens...) qui partagent les mêmes engagements que nous, contre les groupes armés terroristes, souvent aussi organisations narco-criminelles, est de plus en plus évoquée. Il s'agit en réalité de ce qui était envisagé dans le cadre de la Task Force *Takuba*, visant à « européeniser » le dispositif de lutte contre les djihadistes au Sahel.

Nul doute que les 946 militaires américains, encore stationnés au Niger - du moins, jusqu'au 15 septembre prochain sur le territoire nigérien, notamment sur la Base 101 de Niamey - apprécieront, l'arrivée imminente des mercenaires de l'Africa Corps, « indigne héritière » du groupe Wagner...

La mutualisation avec les forces américaines, allemandes, italiennes, des quatre bases françaises (Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon, Tchad) en mettant à part Djibouti, viendrait ainsi répondre à l'ancrage naval des forces russes, à l'instar de l'ouverture d'une base de soutien logistique à Port-Soudan sur les rives occidentales de la mer Rouge et une autre, à Syrte, en plein cœur du « croissant pétrolier » libyen, ou encore sur l'île de Sao-Tome-e-Principe.

Par ailleurs, - sur le principe du concept anglo-saxon du « *light footprint* » de nos militaires, la présence plus discrète est déjà une réalité vivace de l'évolution permanente de notre dispositif militaire, au gré des besoins spécifiquement détaillés et exclusivement sollicités par nos partenaires militaires africains. En témoignent ces détachements militaires légers déployés actuellement au Nord du Bénin et du Togo à la demande des présidents Patrice Talon et Faure Gnassingbé.

En outre, nous sommes désormais entrés dans une configuration encore plus « hybride », à l'aune du partenariat stratégique engagé avec les forces armées rwandaises à qui nous avons « délégué » certaines missions que les Forces armées françaises ne peuvent ou ne veulent plus assumer. En témoigne cette présence au Mozambique dans la province du Cabo Delgado, au Nord-Est du pays, aux prises avec une insurrection d'inspiration djihadiste ayant prêté allégeance à Daesh.

Du reste, la même piste de la « délégation » dans le cadre de la formation des formateurs militaires pourrait ainsi parfaitement servir à la réconciliation concrète entre la France et le Maroc, notamment en direction des trois États de l'Alliance des États du Sahel (AES) que sont le Mali, le Niger et le Burkina Faso, devenus hostiles à la présence militaire française et américaine, dans la foulée de l'offre sécuritaire formulée par Rabat lors du Sommet de Marrakech en novembre dernier.

Reste désormais le vaste chantier de la « régionalisation » de nos emprises militaires, notamment celle du Camp de Gaulle à Libreville, de la base opérationnelle avancée (BOA) d'Abidjan, du Camp Leclerc à Dakar.

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Le modèle de nos vingt écoles nationales à vocation régionales (ENVR) déployées dans dix pays africains (Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Cameroun, Guinée Équatoriale, Gabon, Congo, Djibouti) depuis les années 1990 est dans tous les esprits. Il en fut question le 12 juin dernier lors de la réunion à Djibouti de l'ensemble des ENVR.

Ce sont ainsi plus de 20 000 stagiaires africains qui y ont été formés, depuis 1997, à raison de 2 800 stagiaires entraînés chaque année par seulement quelques centaines de coopérants militaires français, activés par la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD) du ministère des Affaires étrangères, hautement spécialisés dans des domaines indispensables à la résilience des États africains : déminage et dépollution du champ de bataille, lutte contre le terrorisme, commandement et planification stratégique, cyber-sécurité, action de l'État en mer, lutte contre la piraterie, protection civile, sapeurs-pompiers, police judiciaire, service de santé des armées, maintien de la paix, prévôté militaire, surveillance des frontières, génie militaire...

Sans dévoiler l'essentiel d'un rapport, dont la sensibilité évidente devra être protégée par le « *secret défense* », afin de préserver un minimum « *d'ambiguïté stratégique* », comme aime à le rappeler notre président de la République, l'on peut néanmoins mettre en exergue quelques pistes.

Si la France entend maintenir ses emprises militaires, c'est dans une configuration moindre, permettant de maintenir un accès logistique, humain et matériel pour les troupes que Paris souhaite garder sur le continent africain, et ce, dans le cadre d'un dialogue exigeant mais nécessaire avec les nouvelles gouvernances politiques en Afrique de l'Ouest, notamment au Sénégal et au Gabon.

Le redéploiement des quelque 2 300 militaires français présents en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon, Tchad et 1 450 militaires à Djibouti), a en réalité déjà débuté. L'objectif final serait de limiter les forces françaises prépositionnées aux alentours de 600 en Afrique de l'Ouest.

Ainsi, ne resteraient qu'une centaine de militaires français au Gabon (contre 350, aujourd'hui) ; une centaine également, au Sénégal (contre 350, aujourd'hui) ; une centaine en Côte d'Ivoire (contre 900 encore récemment et 600, aujourd'hui), environ 300 au Tchad (contre 1000, actuellement).

Par ailleurs, un arrêté publié le 10 avril dernier a acté la création d'un commandement militaire couvrant l'Afrique sur le modèle du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM localisé à Stuttgart depuis sa création en 2008) est en gestation. Le général Pascal Ianni, ancien conseiller Afrique du CEMA et actuellement à la tête de la toute nouvelle cellule « Anticipation, stratégie et orientation » (ASO), prendra la tête de ce commandement opérationnel à compter du 1^{er} août 2024.

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Ces quelques pistes sont ainsi au cœur de la mission assumée à bras le corps par l'ancien ministre et sénateur honoraire, Jean-Marie Bockel, nommé le 2 février dernier Représentant personnel du président de la République pour l'Afrique, à l'écoute depuis plusieurs mois des doléances de nos « frères d'armes » africains et à l'aune du rapport que ce dernier remettra au président de la République d'ici mi-juillet.

Gageons que les propositions innovantes et adaptées aux besoins des forces armées, tant françaises qu'africaines, qui en sortiront, seront prises en compte. Par la suite, un travail de pédagogie et d'appropriation partenariale s'imposera dans la foulée.

Restons ainsi particulièrement attentifs aux dispositifs innovants nécessaires pour que cet indispensable redéploiement se fasse en bon ordre et surtout en parfaite intelligence avec les sociétés civiles, promptes aux manipulations venues d'en dehors du continent africain !

Il en résulte une foison de constats convergents quant aux écueils à éviter pour qu'une « francophobie » - qui, bien que le fait d'une ultra-minorité, le plus souvent stipendiée par des acteurs exogènes au continent et étrangère aux réelles aspirations des Africains, ne gangrène sérieusement l'image de la France sur le continent africain.

Le constat quant à une certaine forme d'arrogance née d'un substrat post-colonial, insuffisamment appréhendé dans notre relation avec notre ancien « Empire » (fort de dix-huit anciennes colonies, dont les quinze départements français d'Algérie et les deux protectorats du Maroc et de Tunisie) marginalisant inutilement et arbitrairement une grande partie de Français d'origine africaine, est pourtant connu depuis longtemps.

Sujet tabou, car abusivement et caricaturalement exploité à des fins électorales, voire électoralistes, longtemps, non ou mal assumé, notre « responsabilité » en tant que puissance ex-colonisatrice doit redevenir une force et non un obstacle à une relation apaisée que nos voisins européens réussissent visiblement mieux que nous, alors que la durée de « leur » colonisation fut plus courte (Allemagne, Italie) ou que la fluidité de la relation entre la France et le continent africain soit plus aisée, car plus récente et accompagnée par des perspectives de coopérations économiques bénéficiaires des deux côtés (Espagne et Maroc, Portugal et Angola) .

Ce tragique constat puise profondément et puissamment dans nos « inconscients ». Comme remarquablement décrit et analysé par Thomas Borrel, Amzat Boukari Yabara, Benoît Collombat et Thomas Deltombe, dans leur ouvrage collectif « *L'Empire qui ne veut pas mourir* » (éditions du Seuil), la France se perçoit toujours dans la continuité de l'exclusivité des relations bilatérales avec ses 20 anciennes « bribes d'Empire », qu'espérait le Général de Gaulle quand il créa la Communauté française à l'aune du processus de décolonisation entre 1958 et 1960.

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Dans un continent africain où il suffit de quelques centaines de personnes malintentionnées et « activées » par des structures spécialisées dans la cyber-propagande, les « infox », la désinformation et les ingérences étrangères, le combat paraît presque perdu d'avance face à un syndrome « *françafrique* », tenace et fédérateur.

La méconnaissance réciproque de nos histoires est ainsi au cœur du nœud gordien de la relation entre la France et l'Afrique francophone. Dans un premier temps sans doute, il convient désormais d'agir en privilégiant le principe de « l'équité » plutôt que celui de « l'égalité » dans nos relations transcontinentales et ce, afin d'équilibrer une relation plus qu'asymétrique et de faire preuve de plus d'impartialité, qualité dont il ne nous est pas encore accordé le plein bénéfice

Bref, il s'agit de procéder urgemment, et avant toute chose, à un inventaire de ce qui marche. Il s'agit d'oser une analyse critique de ce qui ne marche pas ou plus. Il faudra également repenser notre relation au-delà de la Méditerranée, en s'appuyant autant sur le constat manifeste de nos échecs que les doléances plus complexes à appréhender de nos partenaires. L'on a eu tendance, il est vrai, à reléguer, voire à interioriser, l'importance de la psychologie sociale qui fonde les nations africaines devenues nos alter ego étatiques de l'autre côté de la Méditerranée. Le constat peut sembler simple. Sa prise en compte est nettement plus complexe.

Néanmoins, pour « *remettre l'église au centre du village* », il convient, en premier lieu, de faire ensemble ce constat de nos mutuelles incompréhensions !

En somme, pour surmonter les écueils évoqués, générant incompréhensions et tensions palpables, il convient de bâtir de la « réciprocité », sur le plan institutionnel, académique, militaire et diplomatique. C'est ainsi manifestement dans une logique mutuellement bénéfique d'accompagnement dans l'émergence et de partenariat d'égal à égal, qu'europeens et Africains doivent désormais envisager leurs relations.

C'est aussi un discours pourfendeur tant de la kleptocratie, du népotisme, de la corruption, de la concussion, qu'attendent 70% des 1,4 milliards d'Africains, ceux qui ont moins de 25 ans ! Bien que des mots forts furent prononcés par le Président de la République (responsabilité, restitution, réciprocité, partenariat, appartenance et histoire partagée...), ni le discours de Ouagadougou en novembre 2017, ou celui de Yaoundé en juillet 2022 ne réussirent à « toucher » et « convaincre » les jeunes d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale !

Dans une même dynamique, il s'agit de repenser à la fois la politique africaine de la France ainsi que la politique française des pays africains. Il conviendrait aussi d'en faire un domaine partagé comme l'est la politique européenne pour la France et la politique subrégionale et panafricaine pour les 54 Etats africains...